



HAL
open science

Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la précarité alimentaire des étudiants

Dulce Dias

► To cite this version:

Dulce Dias. Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la précarité alimentaire des étudiants. Doctorales 2024 de la Société française des sciences de l'information et de la communication, SFSIC (Société française des sciences de l'information et de la communication) et CREM (Centre de Recherche sur les Médiations), Jun 2024, Nancy, France. pp.212-220. hal-04862517

HAL Id: hal-04862517

<https://hal.science/hal-04862517v1>

Submitted on 3 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

**Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la
précarité alimentaire des étudiants**
*Communication, media and setting in the visibility of a social issue: the case of food
insecurity among students*

Dulce Dias
GRESEC, Université Grenoble Alpes
dulce.dias@univ-grenoble-alpes.fr

Mots-clés : médiatisation ; publicisation ; précarité alimentaire ; étudiant ; PNNS.

Keywords: mediatization; publicization; food insecurity; student; PNNS.

Résumé

L'objectif de cette thèse est d'analyser la visibilité d'une situation sociale – la précarité alimentaire des étudiants, en France – en approfondissant les résultats de notre mémoire de Master, qui montraient une visibilité « éclatée » de cette précarité. Nous voulons comprendre comment et pourquoi cette question sociale consensuelle peine à se constituer en problème public spécifique. La précarité alimentaire des étudiants est surcadrée par des stratégies communicationnelles des acteurs publics et institutionnels impliqués dans le champ, lequel lie pauvreté, santé publique et jeunesse.

Notre recherche comprend l'analyse de *corpora* d'articles médiatiques et de communications publiques, et d'entretiens d'acteurs représentatifs du terrain, montrant ainsi que la précarité alimentaire des étudiants consubstantialise la constitution inachevée d'un problème public.

Abstract

The aim of the thesis is to analyse the visibility of a social issue – the food insecurity among students in France – by deepening the results of our Master dissertation, which showed a “shattered” visibility of this insecurity. We want to understand how and why this consensual social issue is struggling to become a specific public problem. We intend to show that food insecurity among students is over-framed by the communication strategies of the public and institutional players involved in the field, which links poverty, public health, and youth.

This research is based on an analysis of *corpora* of media articles and public communications, as well as interviews with representative actors of these broad categories, showing that the food insecurity among students is consubstantial with the unfinished constitution of a public problem.

Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la précarité alimentaire des étudiants

Dulce Dias

L'objectif de la thèse est d'analyser les conditions de mise en visibilité d'une situation sociale – la précarité alimentaire des étudiants en France – en approfondissant les résultats de notre mémoire de Master. Ceux-ci montrèrent une visibilité « éclatée » de ce sujet. Nous analysons des journaux télévisés, des articles de presse écrite et de presse web, ainsi que des communiqués de presse ministériels, d'associations et autres structures. Par le croisement de ces analyses, nous voulons comprendre comment et pourquoi cette question sociale consensuelle peine à se constituer en problème public spécifique (Cefaï, 2021 et Ollivier-Yaniv, 2015).

Nous nous intéressons au processus englobant les médiatisations (Lafon, 2019), les logiques d'acteurs (Crozier & Friedberg, 1977), et la politisation (Ollivier-Yanniv, 2009 et 2010) et les actions de publicisation (Boisnier et Pailliant, 2012) qui permettent à une question sociale d'accéder au statut de problème public.

Les enjeux du terrain

La précarité alimentaire des étudiants est une question sociale consensuelle. Les médias en parlent, et les chercheurs ainsi que les acteurs institutionnels analysés dans cette recherche s'accordent sur les conséquences néfastes de la précarité alimentaire pour les étudiants qui la subissent. Bien qu'une cartographie exacte de la précarité alimentaire des étudiants en France n'existe pas, les données disponibles indiquent qu'environ 40 % des étudiants en souffrent, à des niveaux plus ou moins graves : selon l'enquête nationale « Conditions de vie des étudiants » – menée par l'Observatoire de la vie étudiante (OVE)¹ entre mars et mai 2023 –, 13 % des étudiants enquêtés ont déclaré ne pas avoir eu assez à manger régulièrement ou ponctuellement, auxquelles s'ajoutent 33 % ayant déclaré ne pas avoir eu toujours de tous les aliments qu'ils auraient souhaité manger². Des pourcentages proches de ceux de la grande enquête Peanuts – Précarité Etudiant.es Alimentation Nutrition Université Santé³, de l'Université Grenoble Alpes (UGA), qui positionnait 29 % les étudiants en précarité alimentaire légère, 12 % en modérée et 2 % en sévère (Isoard-Gauthier et al., 2023 : 1248). En sachant que pour l'année académique 2022/2023, l'enseignement supérieur en France comptait presque trois millions d'effectifs⁴, nous pouvons facilement extrapoler que plus d'un million d'étudiants souffrent de précarité alimentaire.

Pour rendre opérationnelle la notion de précarité alimentaire, l'enquête Peanuts a utilisé la *FIES* – *Food insecurity Experience Scale* –, une échelle proposée par la FAO⁵, basée sur les expériences intégrant autant le ressenti que le vécu, tout comme l'idée d'alimentation suffisante et d'alimentation variée. Cependant, la FAO n'utilise pas l'expression précarité alimentaire, lui préférant celle de l'insécurité alimentaire⁶.

¹ L'Observatoire national de la vie étudiante (<https://www.ove-national.education.fr/observatoire/>) a été créé par Lionel Jospin, alors ministre l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en 1989, époque à laquelle il n'y avait pas de titulaire au ministère de l'enseignement supérieur.

² *Repères 2023* : 30. <https://www.ove-national.education.fr/publication/reperes-conditions-de-vie-2023/>

³ Le projet Peanuts – Précarité Etudiant.es Alimentation Nutrition Université Santé : étude en information-communication –, soutenu dans le cadre de l'appel à projets IDEX Université Grenoble Alpes, Initiatives de Recherche Stratégiques, Année 2019/2020, a eu une portée multidisciplinaire, avec l'implication de chercheurs en d'autres domaines que les SIC.

⁴ Le chiffre exact publié par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche est de 2 935 000 étudiants. <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2023-07/nf-sies-2023-12-28804.pdf>

⁵ L'agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

⁶ Ou *food insecurity*, dans la version anglaise du site de la FAO.

Pourtant, l'expression insécurité alimentaire est peu utilisée en France, où médias, acteurs et chercheurs emploient plutôt les mots précarité ou vulnérabilité – dont les définitions restent floues.

Dans le chapitre « Les vulnérabilités étudiantes, quels effets sur les parcours ? », de l'ouvrage du groupe de travail sur l'enseignement supérieur – GTES – publié en 2021, les auteurs mettent en exergue dès le début que « *les vulnérabilités étudiantes sont cumulatives et multidimensionnelles. Elles ont un effet négatif sur les parcours d'études et la réussite au diplôme des étudiants concernés* » (Beaupère & Collet, 2021 : 46). Parmi les neuf variables utilisées pour déterminer le niveau de vulnérabilité des étudiants, la chargée d'étude et l'ingénieur de recherche qui signent le chapitre incluent l'alimentation et concrètement le fait de « *ne pas manger à sa faim de manière répétée pour raisons financières* » (Idem : 49). Concernant les effets de ces vulnérabilités, leur « *analyse montre surtout que, à caractéristiques équivalentes [comme les variables de série du bac, le retard scolaire ou encore l'origine sociale], les étudiants en situation de vulnérabilité ont deux fois plus de risque d'être ajournés aux examens que les autres* » (Idem : 51).

Les étudiants qui subissent la précarité alimentaire ont également un moindre niveau de bien-être général, comme le confirment les recherches du projet Peanuts. Ces recherches ont démontré que la précarité alimentaire est « *négativement liée à la variable latente du bien-être représentée par la satisfaction de la vie, l'épuisement professionnel, l'anxiété et la dépression* »⁷ (Isoard-Gauthier et al., 2023 : 1248).

De l'autre côté de l'Atlantique, Victoria Zigmont & al. expliquent que « *les étudiants souffrant d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles d'éprouver des difficultés académiques telles que de mauvaises notes, des retards dans l'obtention du diplôme, des difficultés à terminer les travaux universitaires et une moindre assiduité* »⁸ (Zigmont & al., 2019). Étant donné que « *l'enseignement supérieur est considéré comme l'un des déterminants les plus importants du capital social, de la mobilité et de la santé [et que] la sécurité alimentaire et la pauvreté sont étroitement liées, et l'accès limité à la nourriture est cycliquement associé à la pauvreté sur plusieurs générations* »⁹ (Nazmi, 2019 : 736), on comprend que la précarité alimentaire a de vraies conséquences sur l'avenir des étudiants qui l'éprouvent. Sarah Twill rappelle même que, selon les travaux de la sociologue C. André Christie-Mizell, « *une expérience de la pauvreté au cours de la vie de jeune adulte a une incidence négative sur le potentiel de gain au cours de la vie* »¹⁰ (Twill, 2016 : 341).

Problématisation et hypothèses

Nonobstant les données et les conclusions que nous venons d'exposer, et le fait que nous puissions – comme écrit Daniel Cefai – « *pâtir et compatir* » à la précarité alimentaire des étudiants, elle n'accède pas au statut de problème public (Cefai, 2016), contrairement à d'autres questions avoisinantes, telles que l'obésité ou le cancer. Certes, le nombre de personnes touchées par ces deux problèmes est plus élevé que celui des étudiants en situation de précarité alimentaire. En ce qui concerne le cancer, on estime à 3,8 millions le nombre actuel de

⁷ (TdA) "FI was negatively related to the latent well-being variable represented by life satisfaction, burnout, anxiety, and depression."

⁸ (TdA) "Food insecure students are more likely to experience academic struggles such as poor grades, delayed graduation timelines, difficulty completing school work, and lower class attendance."

⁹ (TdA) "Higher education is seen as one of the most important determinants of social capital, mobility, and health. [...] Food security and poverty are closely linked, and limited access to food is cyclically associated with poverty over generations."

¹⁰ (TdA) "[...] an experience of poverty during young adulthood adversely affects lifetime earning potential."

malades¹¹ ; le surpoids et l'obésité touchent 47,3 % des Français adultes¹², et 20 % des enfants âgés entre six et 17 ans¹³.

Malgré ces différences, nous estimons que ces deux situations sont proches de celle de la précarité alimentaire des étudiants : elles concernent aussi les champs de la santé publique, de la jeunesse et/ou de l'alimentation. Dans les trois cas c'est l'avenir des citoyens touchés qui est en cause. Or, la précarité alimentaire des étudiants n'aboutit pas en tant que problème public. Pour comprendre les raisons de cet inaboutissement, trois hypothèses guident notre recherche. La **première hypothèse** postule que la précarité alimentaire des étudiants est surcadrée (Esquenazi, 2002 ; Entman, 1993 et Goffman, 1974) par des stratégies communicationnelles des acteurs publics et institutionnels impliqués dans le champ – lequel lie pauvreté, alimentation/santé publique et jeunesse – et que l'expression même de « précarité alimentaire des étudiants » est utilisée par les journalistes comme une formule discursive (Krieg-Planque, 2009).

Le premier cadre que nous interrogeons est celui de la place des articles sur la précarité alimentaire des étudiants dans l'alignement des journaux télévisés ou dans la structure éditoriale de la presse papier ou web. Appartiennent-ils à une rubrique fixe ? Le cas échéant, laquelle ? Société ? Santé ? Éducation ? Du point de vue de la médiatisation, l'assignation d'une actualité¹⁴ à une rubrique plutôt qu'à une autre nous paraît être la première phase du processus de construction de la réalité (Esquenazi, 2002). Puis, nous nous interrogeons sur l'origine des données, des photos et des vidéos traitées par les journalistes. Qui sont leurs sources ? Les ministères ? Les associations d'étudiants ? Les étudiants eux-mêmes ? Comment cette matière première (données / vidéos / photos...) est-elle cadrée par les sources ? Quelles stratégies guident les acteurs (Crozier & Friedberg, 1977) qui fournissent cette matière première aux journalistes ? Et quel traitement est donné par les journalistes à cette même matière ? Nous essayons ainsi de comprendre le cadrage opéré par les médias : pourquoi les journalistes choisissent de traiter une partie de l'information disponible au détriment d'autres. Car si le cadrage permet d'organiser l'expérience (Goffman, 1974) c'est parce qu'il sélectionne et met en évidence « certains aspects de la réalité perçue » (Entman, 1993 : 52) tout en omettant d'autres – et ce qu'il omet est aussi important que ce qu'il inclue (idem : 54).

Enfin, nous analysons l'utilisation de l'expression précarité alimentaire des étudiants – ou de ses déclinaisons : précarité étudiante, étudiants en situation de précarité, étudiants précaires. Nous postulons que les journalistes utilisent ces expressions comme une formule discursive leur permettant d'avoir un référent social (Krieg-Planque, 2009). Cette utilisation représente encore une autre façon de cadrer la réalité, puisque les mots choisis pour présenter un sujet exercent une influence sur les réactions des téléspectateurs / lecteurs. À titre d'exemple, comme explique Shanto Iyengar, l'expression « [...] *"personnes bénéficiant de l'aide sociale" suscite généralement des réactions plus désapprobatrices et moins charitables que le stimulus "personnes pauvres" »*¹⁵ (Iyengar, 1996 : 61).

La **deuxième hypothèse** est également liée aux médias. Elle suppose que la construction de la figure de l'étudiant par les journalistes correspond à un groupe homogène, temporaire et

¹¹ « Le cancer en chiffres (France e monde) <https://www.fondation-arc.org/cancer/le-cancer-en-chiffres-france-et-monde>

¹² « Obésité et surpoids : près d'un Français sur deux concerné. État des lieux, prévention et solutions thérapeutiques » <https://presse.inserm.fr/obesite-et-surpoids-pres-dun-francais-sur-deux-concerne-etat-des-lieux-prevention-et-solutions-therapeutiques/66542/>

¹³ <https://www.ameli.fr/medecin/sante-prevention/enfants-et-adolescents/prevention-du-surpoids-et-de-l-obesite-infantile/un-enjeu-de-sante-publique>

¹⁴ Nous utilisons ici le mot « actualité » dans un sens courant, en tant que synonyme de « nouvelles » ou, dans le jargon journalistique, de « news ».

¹⁵ (TdA) “[...] ‘people on welfare’ typically elicits more disapproving and less charitable responses than the stimulus ‘poor people’.”

ordinaire – et l’ordinaire n’étant pas un objet journalistique, les étudiants restent des acteurs anonymes (Lambert, 2001). Or, les données statistiques indiquent que les étudiants ne forment pas un groupe homogène. Depuis des décennies, les origines sociales et les parcours scolaires des étudiants n’ont cessé de se diversifier, avec de plus en plus d’étudiants d’origine sociale populaire accédant aux enseignements supérieurs. Ainsi, en 2023, l’étudiant n’est plus seulement l’héritier décrit par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron en 1964. En à peine soixante ans, les effectifs de l’enseignement supérieur – tous établissements et formations confondus – ont été presque décuplés : de 310 000¹⁶ étudiants en 1960, ils sont passés à 2 160 300 en 2000, pour atteindre 2 935 300¹⁷ à la rentrée 2022-2023 (y compris des étrangers en mobilité internationale). Or, dans les médias, les étudiants sont généralement identifiés simplement comme... étudiants. Et ce mot homogénéise ainsi une réalité hétérogène. Accouplé au vocable précaire, cette homogénéisation sort renforcée : tous les étudiants sont égaux, tous les étudiants sont précaires – et ce n’est pas spécialement problématique puisque temporaire. Comme réfère le sociologue Patrick Cingolani, « *il vaudrait mieux de parler des précarités, plutôt que de la précarité* » (2017 : 4). Mais il n’en reste moins vrai qu’au pluriel comme au singulier, « *l’acception moderne de précarité renvoie principalement à ce dont l’avenir, la durée, la solidité n’est pas assuré, à ce qui est instable et incertain, à ce qui est court, fugace ou fugitif, voire à ce qui est délicat et fragile.* » (Idem : 3). Cette notion de court et fugace peut également s’appliquer au statut d’étudiant – dans le sens où il correspond à une transition entre l’adolescence et l’âge adulte –, et nous laisse supposer que la représentation que les journalistes font de la précarité alimentaire des étudiants est également transitoire, limitée dans le temps. Enfin, la **troisième hypothèse** présuppose que la précarité alimentaire des étudiants reste inaudible (Feeron et al, 2022), bien que ce soit une cause légitimante (Lafon et Romeyer, 2008) impliquant plusieurs associations et institutions. Dans les médias, plusieurs acteurs parlent de la précarité alimentaire des étudiants : tantôt ce sont des associations d’aide comme le Secours Populaire, tantôt ce sont des associations d’étudiants, parfois même les membres du gouvernement. Toutes ces associations et structures ne sont pas spécialisées dans cette question : elles parlent aussi bien de la précarité alimentaire des étudiants que du froid ressenti par les sans-abris. En conséquence, la précarité alimentaire des étudiants reste sans un « porteur de projet » (Lafon et Romeyer, 2008 : 92) assez puissant pour l’élever au statut de problème public. À cela s’ajoute le fait que les médias ne donnent que rarement la parole aux étudiants concernés. C’est une situation qui rappelle celle du traitement médiatique du SIDA dans les années 1980, au Portugal. Dans les journaux portugais analysés par Cristina Ponte, « *le premier constat est l’exclusion des personnes séropositives en tant que protagonistes dans la majorité des articles, en les supprimant totalement ou en les plaçant dans une position secondaire* »¹⁸ (Ponte, 2004 :36). Or, dans le cas de la précarité alimentaire des étudiants, le même constat s’impose : les étudiants qui en pâtissent n’ont pas la parole dans les médias, ils en sont exclus. La précarité alimentaire des étudiants est donc en quête de spécificité. Tout comme la lutte contre le cancer, elle peut être considérée comme une « *cause légitimante puisque fondée sur l’entraide, le secours et l’empathie* » (Lafon et Romeyer, 2008 : 74). Mais contrairement à la lutte contre le cancer, et malgré les maintes rapports officiels, elle n’a été l’objet – jusqu’à présent – d’un quelconque "plan précarité".

¹⁶https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eestr/10/EESR10_ES_09/les-etudiants-dans-les-filières-de-formation-depuis-50-ans.php

¹⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2387291>

¹⁸ (TdA) «[...] a primeira constatação é a da exclusão de pessoas seropositivas como protagonistas da maioria das peças, pela sua supressão total ou colocação em lugar secundário.»

Méthodologie

Pour vérifier nos hypothèses, nous utilisons une méthodologie mixte, alliant la constitution de trois *corpora* et leur analyse (contenu et discours) des entretiens semi-directifs. L'analyse des *corpora* vise principalement à vérifier notre première hypothèse ; celle des entretiens à vérifier la deuxième ; quant à la troisième, elle requiert une analyse croisée des *corpora* et des entretiens. Les limites temporelles de notre recherche se situent entre 2001 et 2023 et correspondent aux quatre PNNS – Programme National Nutrition Santé – mis en place par les gouvernements successifs et ayant « pour objectif général l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs : la nutrition. »¹⁹ Nos trois *corpora* couvrent trois domaines : médiatique, de communication publique et de communication associative.

Pour notre *corpus* médiatique, nous avons fait le choix de médias nationaux, généralistes et grand public, autant en ce qui concerne la presse écrite que l'audiovisuelle. Celui-ci se divise en trois sous-*corpus* : presse audiovisuelle, composé de 120 journaux télévisés et magazines diffusés sur les principales chaînes généralistes en accès libre (*TF1*, *France 2*, *France 5*, *M6* et *Arte*) ; presse écrite, avec 341 articles issus de trois quotidiens français grand public (*Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*) ainsi que de leurs suppléments ; et enfin deux médias alternatifs *pure players* (*Konbini* et *MediaPart*), d'où nous avons collecté 37 articles publiés en ligne.

Pour ce qui est des chaînes télévisées, outre les critères d'accès libre, de diffusion nationale et de thématique généraliste, il faut aussi prendre en compte que *TF1*, *France 2* et *M6* ont représenté, à elles-seules, en 2023²⁰, 42 % de part d'audience (*TF1*, 18,6 % ; *France 2*, 15,3 % ; *M6*, 8,1 %). *France 3*, avec ses 9 % de part d'audience a cependant été écartée de notre *corpus* : nous avons pu constater que les mêmes sujets circulent entre *France 2* et *France 3* : c'est-à-dire, un sujet traité sur *France 3* peut être diffusé sur *France 2* et inversement. Selon Médiamétrie, et toujours pour l'année 2023, malgré l'offre de vidéo à la demande, la télévision linéaire occupe 67 % du temps de vidéo des Français, lesquels sont quotidiennement 22 millions à regarder les journaux télévisés en directe. Le spécialiste des mesures d'audience a aussi constaté que « l'information est consommée à 99 % en live ». ²¹ Ce choix de médias audiovisuels est également à mettre en lien avec le PNNS, concrètement avec les campagnes institutionnelles et les mentions obligatoires affichées sur les annonces publicitaires, très diffusées sur ces chaînes. *Le Figaro* et *Libération*, ont été choisis pour leurs positionnements politico-éditoriaux considérés opposés ; et *Le Monde*, lui, pour son centrisme réputé. Ce choix nous permet d'avoir une vision large du spectre médiatique, en ce qui concerne la presse écrite.

Pour contrebalancer ce choix de médias de généralistes, nous avons décidé d'analyser deux médias de niche, alternatifs et natifs du web : *Konbini* et *MediaPart* (fondés en 2008). *Konbini* se réclame le « Média français #1 sur Instagram et sur Snapchat [et affirme que son] audience représente 74 % des jeunes internautes sur Facebook et près d'un internaute sur deux sur Snapchat. Avec un *reach* mensuel de plus de 35 millions, la portée de *Konbini* l'établit définitivement comme le média des nouvelles générations. »²² Nous estimons important de comprendre si et comment un sujet qui touche les étudiants est traité dans un média que s'affirme comme celui des nouvelles générations. Quant à l'option d'inclure *MediaPart* dans nos *corpus*, elle vient encore de notre souhait de faire des choix équilibrés. Seul media d'accès

¹⁹ <https://sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/le-programme-national-nutrition-sante/article/programme-national-nutrition-sante-pnns-professionnels>

²⁰ Données Médiamétrie publiés par *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/medias/audiences-tv-de-2023-france-2-enregistre-sa-plus-forte-progression-le-leader-tf1-reste-stable-20240102>

²¹ <https://www.mediametrie.fr/fr/lannee-tv-2023>

²² <https://mediagroup.konbini.com/rubrique/a-propos/>

payant de notre *corpus*, *MédiaPart* déclare, dans sa charte déontologique, « *promouvoir un journalisme d'intérêt public, portant des valeurs humanistes, démocratiques et sociales, au service du bien commun, de l'égalité des droits, du rejet des discriminations et du refus des injustices.* »²³ Il est également connu pour ses enquêtes journalistiques approfondies. Nous voulons donc analyser ce que *MédiaPart* a à dire sur la précarité alimentaire des étudiants.

Notre deuxième corpus concerne la communication publique. Outre les PNNS, nous analysons les communiqués de presse (CP) en rapport avec l'alimentation, la précarité et les étudiants, émanant de la présidence de la République, des services des différents ministères concernés – Enseignement supérieur et Recherche ; Travail, Santé et Solidarités ; Agriculture et Souveraineté Alimentaire (39 documents) – ainsi que du cabinet du Premier ministre (*corpus* pas encore récolté). Ce *corpus* a l'ambition d'avoir la même amplitude temporelle que celle du *corpus* médiatique. Cependant, nous nous sommes rendu compte qu'au fil des années et des remaniements ministériels, la tâche n'est pas aussi facile que nous l'avions cru.

Enfin, nous construisons également un troisième *corpus* avec des documents de communication produits par des organismes, comme l'Observatoire national de la vie étudiante, et le CROUS dont la mission est « *l'amélioration des conditions de vie des étudiants* »²⁴ ; des structures associatives (Secours Populaire, Restos du Cœur et Linkee) et enfin des trois associations d'étudiants (communément appelés « syndicats étudiants », ce qui est juridiquement incorrect²⁵) « *considérées comme représentatives [puisqu'elles] disposent d'élu-es au Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires (Cnous) ou au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER)* »²⁶ : la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), l'Union nationale des étudiants de France UNEF et l'Union nationale inter-universitaire (UNI).

Nous constituons ainsi des *corpora* qui nous estimons pertinents par rapport à nos hypothèses de départ et aux pistes d'interprétation suivies (Bonnafous et Krieg-Planque, 2014). Ils nous permettent « *d'interroger le travail des professionnels de la communication et des médias, [...] [et] de considérer la scène médiatique comme un espace symbolique de publicisation.* » (*Idem* : 236) Dans un deuxième temps, nous mènerons des entretiens semi-directifs avec des représentants des trois groupes d'acteurs impliqués : les médias, les pouvoirs publics, et enfin les associations et autres structures.

Perspectives

À travers cette recherche, nous comptons montrer que la précarité alimentaire des étudiants est soumise à une médiatisation de « second plan », consubstantialisant ainsi la constitution inachevée d'un problème public (Arquembourg, 2016). Nous montrons donc les difficultés et la complexité que rencontrent les questions sociales et sociétales pour accéder à la sphère publique (Miège, 2010) et devenir une question centrale dans l'espace public (Habermas, 1962).

Bibliographie

Arquembourg, J. (2016). L'antibiorésistance en France, du risque à la menace pour la santé publique : Analyse d'un processus inachevé de constitution d'un problème public.

²³ <https://www.mediapart.fr/charte-de-deontologie>

²⁴ <https://www.lescrous.fr/>

²⁵ « Sur le plan strictement juridique, il n'existe pas de syndicat étudiant. Les organisations de lycéens et d'étudiants sont en fait constituées en associations. » In : <https://www.associations.gouv.fr/dans-un-syndicat-lyceen-etudiant-ou-professionnel.html>

²⁶ *Idem*

- Bardou-Boisnier, S. et Pailliant, I. (2012). Information publique : stratégies de production, dispositifs de diffusion et usages sociaux. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 13(2), 3-10. <https://doi.org/10.3917/enic.013.0003>
- Beaupère, N., & Collet, X. (2021). Les vulnérabilités étudiantes, quels effets sur les parcours ? In Couppié, T., Dupray, A., Gasquet, C., & Lemistre, P. (Éds.), *Enseignement supérieur : Nouveaux parcours, nouveaux publics : Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)* (pp. 46-54). Céreq. <https://doi.org/10.4000/books.cereq.3091>
- Belghith, F., Couto, M.-P., & Rey, O. (dir.) (2023). *Être étudiant avant et pendant la crise sanitaire : Enquête Conditions de vie 2020* (pp. 135-149). La Documentation française.
- Belghith F. et Patros, T. (2023) Les bacheliers technologiques et professionnels dans l'enseignement supérieur. In Belghith, F., Couto, M.-P., & Rey, O. (dir.) (2023). *Être étudiant avant et pendant la crise sanitaire : Enquête Conditions de vie 2020* (pp. 23-36). La Documentation française.
- Bonnafous, S. & Krieg-Planque, A. (2014). L'analyse du discours. Dans : Stéphane Olivesi éd., *Sciences de l'information et de la communication* (pp. 223-238). Presses universitaires de Grenoble. <https://doi.org/10.3917/pug.olive.2014.01.0223>
- Cefai, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques.... Que nous apprend le pragmatisme ? *Questions de communication*, 30(2), 25-64. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>
- Cingolani, P. (2017). *La précarité*. Presses Universitaires de France.
- Chevalier, T. (2023). La précarité ressentie des étudiants. In Belghith, F., Couto, M.-P., & Rey, O. (dir.) (2023). *Être étudiant avant et pendant la crise sanitaire : Enquête Conditions de vie 2020* (pp. 135-149). La Documentation française.
- Crozier, M. & Erhard F. (1977 [2014]) *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Éditions du Seuil.
- Dequiré, A.-F. (2007). Le monde des étudiants : Entre précarité et souffrance. *Pensée plurielle*, 14(1), 95-110. <https://doi.org/10.3917/pp.014.0095>
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- Esquenazi, J. (2002). *L'écriture de l'actualité*. Presses universitaires de Grenoble.
- Ferron, B., Née, É. et Oger, C. (dir.) (2022). *Donner la parole aux « sans-voix » ? Construction sociale et mise en discours d'un problème public*. Presses universitaires de Rennes.
- Galland, O. (2023) Qui sont les étudiants vraiment pauvres ? In Belghith, F., Couto, M.-P., & Rey, O. (dir.) (2023). *Être étudiant avant et pendant la crise sanitaire : Enquête Conditions de vie 2020* (pp. 135-149). La Documentation française.
- Goffman, E. (1974). *Frame Analysis. An Essay on the Organization of Experience*. Harper Colophon.
- Habermas, J. (1962 [1992]). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot.
- Isoard-Gauthier, S., Ginoux, C., Petit, R., Clavier, V., Dias, D., Sarrazin, P., & Couturier, K. (2023). Relationships between food insecurity, physical activity, detachment from studies, and students' well-being: A prospective study. *Scandinavian Journal of Medicine & Science in Sports*, 33(7), 1242-1253. <https://doi.org/10.1111/sms.14361>
- Krieg-Planque, A. (2009). *La notion de « formule » en analyse du discours : Cadre théorique et méthodologique*. Presses universitaires de Franche-Comté.

- Lafon, B., et Romeyer, H. (2008). Le cancer à la télévision : Enjeux médiatiques et politiques d'une cause légitimante. *Politique et Sociétés*, 27(2), 73-104. <https://doi.org/10.7202/019457ar>
- Lafon, B. (2019). *Médias et médiatisation. Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*. Presses universitaires de Grenoble.
- Lambert, F. Collectif. (s. n.). (2001). *Figures de l'anonymat. Médias et société*. l'Harmattan.
- Miège, B. (2010). *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*. Presses universitaires de Grenoble.
- Mizell, C. A. (2000). Racial and Gender Variations in the Process Shaping Earnings' Potential: The Consequences of Poverty in Early Adulthood. *The Journal of Sociology & Social Welfare*, 27(2). <https://doi.org/10.15453/0191-5096.2648>
- Nazmi, A., Martinez, S., Byrd, A., Robinson, D., Bianco, S., Maguire, J., Crutchfield, R. M., Condrón, K., & Ritchie, L. (2019). A systematic review of food insecurity among US students in higher education. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 14(5), 725-740. <https://doi.org/10.1080/19320248.2018.1484316>
- Ollivier-Yaniv, C. et Rinn M. (dir.), (2009). *Communication de l'état et gouvernement du social. Pour une société parfaite ?* Presses universitaires de Grenoble.
- Ollivier-Yaniv, C. (2010). L'action publique contre le tabac : paradoxe discursif et enjeux politiques de la communication institutionnelle. Dans : H. Romeyer éd., *La santé dans l'espace public* (pp. 69-77). Presses de l'EHESP.
- Ollivier-Yaniv, C. (2015). La communication publique sanitaire à l'épreuve des controverses. *Hermès, La Revue*, 73(3), 69-80. <https://doi.org/10.3917/herm.073.0069>
- Twill, S. E., Bergdahl, J., & Fensler, R. (2016). Partnering to Build a Pantry: A University Campus Responds to Student Food Insecurity. *Journal of Poverty*, 20(3), 340-358. <https://doi.org/10.1080/10875549.2015.1094775>
- Iyengar, S. (1996). Framing Responsibility for Political Issues. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 546, 59-70. <https://www.jstor.org/stable/1048170>
- Zigmont, V., Linsmeier, A., & Gallup, P. (2021). Understanding the Why of College Student Food Insecurity. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 16(5), 595-610. <https://doi.org/10.1080/19320248.2019.1701600>